

Droits de l'Homme

# Une délégation d'Amnesty depuis hier à Alger

Une forte délégation d'Amnesty International (AI) a entamé une visite de quinze jours en Algérie dans le cadre d'une mission d'«investigations et de recherches» sur les droits de l'Homme.

Adel A.

**A**u cours de son plus long séjour dans notre pays, cette organisation non gouvernementale (ONG) prévoit de rencontrer des responsables algériens, dont les ministres de l'Intérieur et de la Justice, et des associations de la société civile. Le dossier kabyle sera certainement à l'ordre du jour des militants de cette ONG, qui semble avoir mis un peu d'eau dans son vin à l'égard du terrorisme islamiste qui sévit en Algérie depuis l'attaque du 11 septembre contre les Etats-Unis.

En effet, Amnesty a donné du fil à retordre au régime algérien depuis l'irruption du phénomène terroriste, en se rangeant du côté des groupes armés, affublés, à contrario, de «groupes d'opposition armée».

Les militants de cette organisation de défense des droits de l'Homme rencontreront les associations des familles des victimes du terrorisme, cette fois-ci, sans faire dans la sélectivité, et celles des familles des personnes disparues. Incontestablement, cette ONG ne manquera pas, à l'occasion de sa visite au Mouvement citoyen de Kabylie, de rassembler du «grain à moulin» pour



épingler les dirigeants algériens. Le Mouvement citoyen, qui a déjà saisi plusieurs organisations internationales de défense des droits humains sur la situation dans cette région depuis avril 2001, aura, là, une bonne occasion pour exposer ses arguments. Amnesty revient donc en Algérie après sa venue très contestée par les démocrates, en mai 2000, qui y avaient vu, lors d'un rassemblement tenu à Alger, beaucoup d'amalgames dans sa façon de travailler. Cette ONG, la plus importante dans le monde dans son domaine, est financée à hauteur de 70 % par

l'Union européenne (UE). Or, comme le régime algérien est depuis plusieurs mois dans les bonnes grâces de l'UE, il est attendu d'elle une «bonne compréhension» du dossier terroriste par l'Algérie et également de la gestion de la donne kabyle. Reste à savoir si AI a programmé de rencontrer les partis de la mouvance démocratique, qui auront, le cas échéant, à lui communiquer leurs vues sur cette dernière question, eux qui ont, une décennie durant, critiqué vertement sa manière de travailler.

A. A.

LA PRESSE

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

INITIATIVES